

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 24/07/4.2**

**SEANCE DU 22 JUILLET 2024**

**L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE VINGT DEUX JUILLET à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Anaïs HATRET, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTE(S) :**

Dominique RIGHI, (représenté par le Maire)  
Philippe CASTILLO, (représenté par Christine DEL NERO)  
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Nicole BERNARDINI)  
Benoît ADET, (représenté par Michel THUILIER)  
Christian BERCOVICI, (représenté par Claudie CARTEREAU-ZUNINO)

**Secrétaire de séance :** Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>		<b><u>BLANC(S) et NUL(S) :</u></b>

**Objet : Personnel communal : actualisation du tableau des effectifs**

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire, informe l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services en fonction des besoins identifiés.

Madame QUILICI propose ainsi à l'assemblée, de modifier le tableau des effectifs des emplois à temps complet pour répondre aux besoins de recrutement en créant les postes suivants :

**TABEAU DES EFFECTIFS A TEMPS COMPLET**

- Filière technique ou administrative : 1 poste à temps complet de catégorie C ou B de la filière technique ou administrative pour le poste d'instructeur du droit des sols.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas, justifier d'une expérience professionnelle en tant qu'instructeur du droit des sols ou une formation BAC+3 ou BAC+5 en urbanisme et/ou droit public.

Le recrutement de l'agent contractuel pourra être prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**TABEAU DES EFFECTIFS A TEMPS NON COMPLET**

- Filière administrative : modification d'un poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe qui passe de 16 H à 20 H pour les besoins du service de gestion des stocks et fournitures.
- Filière médico-sociale : modification d'un poste d'ATSEM qui passe de 32 H à 35 H, soit un temps complet dont ces 3 H supplémentaires seront mutualisées sur les besoins d'autres services.  
Un poste d'infirmière à 21 H sur le grade d'infirmière en soins généraux de classe normale ou de puéricultrice compte tenu de la fin du contrat de l'actuelle infirmière.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas, justifier d'une expérience professionnelle en tant qu'infirmière diplômée d'Etat.

Le recrutement de l'agent contractuel pourra être prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

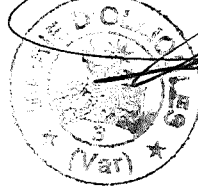
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE le tableau des emplois ainsi modifié tel que joint en annexe.
2. APPROUVE la création au tableau des effectifs d'un emploi permanent à temps complet de la catégorie C ou B du cadre d'emploi technique ou administratif à temps complet, rémunéré au maximum sur l'indice du 13<sup>ème</sup> échelon du grade avec régime indemnitaire possible.
3. APPROUVE la création d'un emploi permanent à temps non complet d'une infirmière en soins généraux de classe normale ou de puéricultrice (21 Heures).

4. APPROUVE la modification d'un poste sur la filière administrative à temps non complet qui passe de 16 H à 20 H.
5. APPROUVE la modification d'un poste d'ATSEM qui passe de 32 H à 35 H.
6. DIT que la rémunération sera déterminée en prenant compte notamment des fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.
7. DIT que la dépense correspondante est inscrite au budget 2024, chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**Le ou la secrétaire  
de séance**

Envoyé en préfecture le 26/07/2024

Reçu en préfecture le 26/07/2024

Publié le

ID : 083-218300903-20240722-DEL2024\_07\_4\_2-DE